

## 2 Politique

Interview du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration régionale

# "La diplomatie intensive du chef de l'Etat est reconnue par ses pairs et dans tous les foras, son leadership est salué"

Propos recueillis par ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

*Trois mois après son arrivée aux Affaires étrangères, après plusieurs années passées à l'Economie où il a affronté plusieurs challenges, et relevé nombre de défis, le ministre d'Etat Régis Immongault Tatangani a accepté de faire le point de l'activité diplomatique de notre pays, ces derniers temps. Non sans aborder d'autres questions dont celles liées au fonctionnement même de son département ministériel. Entretien.*

**l'union.** Monsieur le ministre d'Etat, voilà trois mois que vous êtes à la tête du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration régionale. Un ministère de souveraineté qui compte pour le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, au regard de l'intense activité qu'il déploie au niveau international. Comment appréciez-vous cette nouvelle mission à vous confiée, vous un économiste et financier ?

**Régis Immongault Tatangani :** En réalité, la différence entre le diplomate de carrière et le diplomate ad hoc est aujourd'hui infime. Je puis dire que dans mes précédentes fonctions, j'ai pratiqué la diplomatie, en particulier la diplomatie économique dans le cadre des relations avec les partenaires économiques et financiers internationaux. Je suis également un peu familier de ce département ministériel pour y avoir exercé pendant deux années en qualité d'Inspecteur général des Missions diplomatiques et Postes consulaires.

Pour aborder le premier volet de votre question, en effet, le président de la République déploie des efforts importants pour faire rayonner la diplomatie gabonaise. Comme dans la plupart des pays du monde, la diplomatie est le domaine réservé du chef de l'Etat, il est le premier diplomate de notre pays. C'est sous ses auspices que nous agissons et mettons techniquement en œuvre les missions dévolues au département. Compte tenu de la spécificité du département et de l'intensité imprimée par le chef de l'Etat à l'activité diplomatique, je mesure la dimension de la tâche pour suivre ce rythme et être à la hauteur de la mission qu'il a bien voulu me confier.

**Trois mois après votre arrivée à la tête de ce département ministériel, comment se porte, selon vous, la diplomatie gabonaise ?**

Premièrement, trois mois me paraissent un délai relativement court pour dresser un premier bilan de l'action du gouvernement dans le domaine qui m'a été confié. Et il ne m'appartient pas de faire un jugement sur la santé de la diplomatie gabonaise. C'est le rôle des plus hautes autorités et de l'opinion publique. Néanmoins, et à mon humble avis, la diplomatie gabonaise est particulièrement active malgré quelques difficultés de fonctionnement récemment rencontrées par nos diplomates à l'extérieur liées à la situation financière de notre pays -dont les faits ont été volontairement déformés par certains médias- et pour lesquels les services de l'Etat s'emploient à résorber progressivement. Sans être exhaustif, notre pays assure la présidence de la CEEAC. Nos troupes sont engagées sur le théâtre des opérations, notamment en RCA dans le cadre de la MINUSCA. Libreville abrite le siège du Bureau des Nations unies en Afrique centrale (UNOCA). Dans le do-



Régis Immongault Tatangani : "A Johannesburg, le chef de l'Etat a plaidé pour un renforcement du partenariat entre les pays des BRICS et ceux de l'Afrique centrale".

maine de l'environnement, le Gabon assure la présidence du CAHOSCC grâce au leadership du président de la République, chef de l'Etat, SE Ali Bongo Ondimba, champion désigné par ses pairs pour l'Initiative de l'Afrique pour l'adaptation (IAA). En outre, sous l'impulsion de la première dame Sylvia Bongo Ondimba, la diplomatie gabonaise a fait adopter par l'Onu une résolution pour la célébration chaque 23 juin d'une "Journée internationale de la défense de la Veuve".

Aujourd'hui, l'ambition du chef de l'Etat est de donner une nouvelle dimension à la diplomatie économique et d'affaires dans laquelle nous éprouvons encore des difficultés à traduire en projets concrets, les accords économiques et commerciaux noués avec certains pays, notamment les pays du Golfe et les BRICS.

Je puis vous dire pour terminer que la diplomatie intensive du chef de l'Etat est reconnue par ses pairs et dans tous les foras, son leadership est salué. Il reste pour le Gabon à tirer profit de cette dynamique en nouant des partenariats réussis.

**Il y a quelques jours, vous avez réuni le Corps diplomatique accrédité dans notre pays pour parler de l'Initiative de l'Afrique pour l'adaptation (IAA). Quel a été le message que vous avez livré aux diplomates, et que pouvez-vous attendre de leurs pays respectifs ?**

L'objet de cette réunion était d'informer les diplomates des pays alliés et amis de ce qu'est l'Initiative de l'Afrique pour l'adaptation et de l'importance qu'elle revêt pour le continent au regard des défis climatiques qui l'attendent. Comme j'ai indiqué au Corps diplomatique, les pays africains sont particulièrement vulnérables à l'impact environnemental de la hausse des températures. A ce sujet d'ailleurs, le rapport annuel de l'Agence américaine d'observation de l'océan et de l'atmosphère vient de confirmer que 2017 a été l'année de tous les records et ce, sans que le phénomène climatique extrême El Nino y soit pour quoi que ce soit.

Pour revenir à l'initiative, j'ai rappelé qu'elle avait été lancée lors de la COP 21 et qu'elle est soutenue par les 54 Etats africains. La COP 21 a certes été une grande réussite diplomatique et les pays participants ont pris de nombreux engagements en termes de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Toujours est-il que l'Afrique reste gravement menacée : nos gouvernements consacrent jusqu'à 7 points de leur PIB pour faire face aux conséquences parfois désastreuses des changements climatiques. Mais de nombreuses promesses faites à Paris en 2015 piétinent alors que les objectifs fixés sont réalistes et réalisables. La vérité est que

nous n'avons pas de continent et de planète de rechange.

J'ai rappelé au Corps diplomatique l'interdépendance qui existe aujourd'hui entre plusieurs problématiques de l'heure et les changements climatiques, au rang desquels les migrations, la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes telles que les inondations et les sécheresses dont la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone viennent d'être victimes, la salinisation et l'acidification de nos mers et de nos océans pour ne citer que ceux-là. Ce sont notre sécurité et notre autonomie alimentaire, nos populations côtières et l'économie issue de la pêche qui sont menacées, entre autres. L'initiative, quant à elle, a été faite pour les Africains, par les Africains. Elle est aujourd'hui soutenue par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) en gage de transparence dans la gestion des fonds qui lui ont été alloués. Sur ce point, je tiens à rappeler que le Gabon à l'initiative du chef de l'Etat a contribué à hauteur de 500.000\$ USD et que le PNUD a rajouté 200.000 \$USD pour commencer à soutenir les activités de l'initiative.

C'est donc au titre des mandats que le Gabon assure au CAHOSCC et à l'AMCEN et c'est sur les très hautes instructions du chef de l'Etat, que j'ai entrepris cette tournée diplomatique en Europe et à New York aux Nations unies. J'ai pu rencontrer nombre de personnalités des différents pays et obtenir des promesses de soutien.

**... Et par rapport au deuxième volet de notre question ?**

J'en viens. La rencontre du 1er août dernier devait donc permettre au Corps diplomatique de servir de relais auprès des hautes autorités de leurs pays respectifs car le 24 septembre prochain, le Gabon co-organisera avec le PNUD une table ronde des donateurs en marge de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Les Africains sont inquiets car ils attendent toujours la concrétisation des promesses prises il y a 3 ans déjà. Nous espérons donc lever 5.000.000 \$ USD afin d'opérationnaliser le Secrétariat de l'Initiative, de financer les activités de base, produire un rapport annuel sur l'état de l'adaptation en Afrique en recueillant des données fiables et exhaustives et obtenir des engagements concrets de soutien au processus d'adaptation aux changements climatiques à travers certains projets.

**La semaine dernière, vous avez accompagné le président de la République à Johannesburg en Afrique du Sud où s'est tenu le 10e sommet des BRICS et l'Afrique. De quoi a-t-il été question**

**exactement et qu'est-ce que le Gabon peut tirer d'une telle rencontre ?**

Le président de la République après avoir été longuement reçu en audience par le président russe Vladimir Poutine a été invité en sa qualité de président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), à prendre part le 27 juillet dernier, au 10e Sommet annuel des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Dans son intervention lors des travaux du "BRICS-leaders Africa Dialogue Forum Retreat" organisés en marge de ce sommet, le président de la République a salué la coopération fructueuse entre les pays des BRICS et les pays de la CEEAC et qui s'est traduit au cours des dernières années par un afflux important des capitaux ayant permis aux pays de la CEEAC de diversifier leurs portefeuilles d'investissements et aux économies d'accroître leur résilience, notamment dans le contexte de crise actuelle qui affecte certains d'entre eux en raison de la chute des prix des matières premières, en particulier du pétrole. Malgré ces liens privilégiés, le président de la République a fait observer qu'il existe encore des marges de progression dans cette coopération, la CEEAC étant un espace de 11 pays représentant un marché en croissance de près de 160 millions de consommateurs, doté d'abondantes ressources naturelles, de nombreuses opportunités d'investissement et d'atouts compétitifs, en particulier dans le domaine de la biodiversité.

Placé sous le thème « Les BRICS en Afrique : collaboration pour une croissance inclusive et une prospérité partagée dans la 4e révolution industrielle », ce sommet a été un cadre privilégié d'échanges sur les opportunités économiques que présentent les différentes parties, en particulier dans le domaine des nouvelles technologies.

Aussi, le président de la République s'est-il félicité de l'engagement des BRICS à travers l'ouverture à Johannesburg du Centre régional pour l'Afrique du Centre Banque de développement des BRICS, qui devrait servir de catalyseur pour le financement des projets d'infrastructures et de développement durable. Enfin, le chef de l'Etat, après avoir rappelé la décision inédite de la création d'une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) prise par les chefs d'Etat et de gouvernement le 21 mars dernier à Kigali (Rwanda), a proposé aux pays des BRICS de saisir cette opportunité en se positionnant comme partenaires stratégiques pour tirer le meilleur parti de ce vaste marché unique en construction, le troisième derrière ceux de la Chine et de l'Inde.

**Monsieur le ministre d'Etat, et le Gabon dans tous cela ?**

Sur le second volet de votre question, le président de la République dans son rôle habituel de VRP a bien entendu profité de cette tribune pour vendre la destination Gabon en invitant l'ensemble des pays des BRICS à s'impliquer davantage dans la réalisation des projets stratégiques et à haut rendement, tels que le projet du Grand Libreville avec la construction d'un nouvel aéroport dans la zone de Nkok, le projet du port de pêche de Port-Gentil ou l'exploitation en partenariat avec le groupe ERA-MET du gisement polymétallique de classe mondiale de Mabounié. En somme, le chef de l'Etat, au cours de ce sommet a plaidé pour un partenariat renforcé entre les pays des BRICS et ceux de l'Afrique centrale principalement dans le domaine des infrastructures et de l'industrialisation.